

veau

province les exactions se multiplient.

la convention de Genève, mais aussi de crimes de guerre», s'insurge Patricia Gossman.

« Les combattants sur le terrain sont beaucoup plus jeunes, et moins formés sur les plans religieux et juridique que les oulémas qui dirigent le mouvement à Quetta. Bien que ces derniers aient une vision extrêmement rigoriste de la loi, la manière d'administrer la justice de certains commandants dans les provinces risque d'être beaucoup plus anarchique », prévient Adam Baczko.

Un journaliste travaillant pour le média d'une province sous la coupe des talibans, qui souhaite rester anonyme, affirme que « les talibans fouillent les maisons des habitants et, parfois, montrent des photos d'employés gouvernementaux en demandant où ils sont, où ils se cachent ». À Kaboul, des scènes similaires ont commencé lundi à hanter les habitants. « Les talibans ont commencé leurs opérations de porte-à-porte à la recherche de responsables gouvernementaux, de membres des forces de sécurité, mais aussi de quiconque aurait travaillé pour des organisations étrangères », témoigne Nour, dont le prénom a été modifié, un journaliste afghan anglophone tra-

vailant depuis vingt ans avec des étrangers. Ils auraient également désarmé les gardes à l'entrée de la plus grande chaîne télévisée du pays. Nadia Momand, une autre journaliste, tweetait lundi soir : « Les talibans ont fait irruption chez au moins deux femmes journalistes aujourd'hui à Kaboul. L'une a réussi à s'enfuir, l'autre est introuvable. »

Une ancienne employée d'une instance gouvernementale de 26 ans, militante des droits des femmes, a quitté son logement depuis dimanche. « Je n'ai quasiment rien emporté avec moi : juste quelques vêtements et mes papiers d'identité au cas où je pourrais quitter le pays. S'ils frappent à ma porte, ils ne me trouveront pas chez moi », espère-t-elle. Outre les exactions et détentions d'employés gouvernementaux et de personnes soupçonnées d'avoir travaillé pour des instances étrangères, des mariages forcés ont été rapportés à travers le pays : « Ils ordonnent aux familles de leur livrer une fille ou une femme célibataire, afin qu'elle soit mariée à l'un de leurs combattants. Et ils demandent un garçon pour grossir leurs rangs », relate un autre journaliste dans une province du Sud. ■



Le simple fait que nous n'ayons même pas réussi à sécuriser la zone civile de l'aéroport de Kaboul sur nos carences morales et opérationnelles

SETH MOULTON, SÉNATEUR DU MASSACHUSETTS USA TODAY NETWORK/SIPA USA/SIPA

Joe Biden compte sur l'approbation des Américains

MAURIN PICARD @MaurinPicard NEW YORK

LES IMAGES en provenance de Kaboul et de Washington s'entrechoquent, stupéfiantes. Dans la capitale afghane, le drapeau américain a disparu du toit de l'ambassade. À l'autre bout du monde, sur la côte est des États-Unis, ce sont des drapeaux noirs-rouge-vert qui flottent aux abords de la Maison-Blanche, brandis par des manifestants furieux de l'hallali en Asie centrale.

Joe Biden ne les a pas vus. Tandis que Kaboul, hébété, s'offre à ses nouveaux maîtres, le président américain est en vacances à Camp David, dans le Maryland. Congés mérités, pensait-il, après l'adoption au forceps de son grand œuvre législatif, une loi sur les infrastructures à plus de 1000 milliards de dollars – mais un repos désormais fort malvenu. Le président a du l'interrompre lundi soir pour s'exprimer à nouveau sur la situation afghane. Lors d'une allocution télévisée, il a « défendu fermement » sa décision de retirer les troupes américaines, concédant toutefois que la prise du pouvoir par les talibans « s'est déroulée plus rapidement que prévu ».

Les médias américains rapportent que l'ex-sénateur du Delaware aurait maintenu sa décision d'un retrait complet d'Afghanistan envers et contre l'avis de ses collabo-

rateurs, des généraux du Pentagone et des services de renseignement, partisans d'une présence contreterroriste réduite, mais robuste.

Seules lui importent son intime conviction, martelée depuis 2009, que l'Amérique doit s'extraire du guépier afghan et la gratitude que lui témoigneront peut-être dans les urnes les Américains, comme elle manifestée envers Richard Nixon en 1972 lors du retrait final du Vietnam. Selon plusieurs sondages récents, sept Américains sur dix soutiennent la décision de se retirer d'Afghanistan – en attendant de connaître leur opinion sur les conditions du retrait.

« Du sang sur les mains »

Fort du soutien de l'opinion, Joe Biden avait streamé anticipé de brefs vents contraires au Congrès, faite d'avoir planifié la fuite humiliante, éperdue, qui se joue devant les caméras du monde entier. « C'est un désastre absolu, de proportions épiques, assène ainsi Michael McCaul, représentant républicain du Texas. Joe Biden a du sang sur les mains. »

La colère gronde également dans les rangs démocrates au Congrès, où siègent plusieurs vétérans des guerres des deux dernières décennies. « Le simple fait que nous n'ayons même pas réussi à sécuriser la zone civile de l'aéroport de Kaboul en dit long sur nos carences morales et opérationnelles », s'indigne le représentant du Mas-

sachusetts Seth Moulton. « Inutile de se le cacher, la situation en Afghanistan est une honte supplémentaire pour cette Administration, renchérit son homologue texan Vicente Gonzalez. Le retrait n'aurait jamais été simple, mais ce n'était pas censé se passer ainsi. Les États-Unis doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre nos partenaires et nos alliés en sécurité et protéger notre sécurité nationale. »

L'obstination de Joe Biden et sa conviction d'œuvrer pour le bien du pays, de ses soldats, de leurs familles seront jugées dans les urnes et, ultérieurement, les livres d'histoire. L'opinion des 2,8 millions de vétérans passés par l'Afghanistan et l'Irak depuis 2001 pourrait alors revenir le hanter, à l'instar des 2312 soldats morts en combattant les talibans et des 20000 autres grièvement blessés. « Je suis en colère, déclare l'ex-Army Ranger Tom Amenta, de Chicago, la semaine passée à Washington Post, se remémorant des visages de camarades disparus au combat. Maintenant que les choses empirent, on va juste déguster ? Et mon copain tué par une bombe improvisée, pourquoi ? Pour ça ? »

« La seule chose que je peux dire, tempère Ruben Gallego, représentant démocrate d'Arizona et ex-Marine en Irak, c'est que je n'ai pas reçu un seul appel d'administré (sur les événements d'Afghanistan). Et mon district compte de très nombreux vétérans. » ■



Les fondamentalistes « veulent éviter d'être mis au ban des nations »

PROPOS RECUEILLIS PAR CYRILLE LOUIS @Cyrille.Louis

ROMAIN MALEJACQ (*) est spécialiste de l'Afghanistan et professeur assistant à l'université Radboud de Nîmègue (Pays-Bas).

LE FIGARO. - La victoire des talibans était-elle inéluctable dès lors que l'Administration Trump a signé avec eux, le 29 février 2020, un accord « pour la paix en Afghanistan » ?

Romain Malejacq. - Elle ne faisait guère de doute compte tenu des lourdes concessions faites aux talibans, quasiment sans contrepartie, dans le cadre de cet accord catastrophique. L'une de ses clauses prévoyait certes de suspendre le retrait des troupes américaines au progrès du « dialogue interafghan » auquel les talibans s'étaient engagés à participer. Mais il est vite apparu que l'Administration Trump était résolue à plier bagage au plus vite, quoi qu'il arrive. Malheureusement, Joe Biden n'a pas eu le courage d'inverser le mouvement. Dès lors, il était prévisible que les talibans n'auraient guère de mal à s'emparer des campagnes et des capitales de district aux dépens d'une armée nationale certes riche de 300 000 hommes, mais désormais privée du soutien aérien et des capacités de renseignement américaines. Naturellement, tout le monde a été surpris par la rapidité avec laquelle les plus grandes villes sont tombées. Cela s'explique sans doute par le manque de cohésion de l'armée, mais le naufrage des derniers jours est surtout le fruit d'un problème politique : face à l'assaut des talibans, ni les milices gouvernementales ni l'armée n'ont voulu se battre pour sauver un pouvoir illégitime, corrompu et qui a exacerbé les tensions ethniques.

Les talibans cherchent-ils à obtenir une reconnaissance internationale ?

Oui. C'était déjà le cas dans les années 1990, lorsqu'ils ont décidé d'interdire la culture du pavot dans l'espoir de récupérer le siège de l'Afghanistan à l'ONU. Vingt ans plus tard, ils sont devenus beaucoup plus mûrs diplomatiquement et politiquement. Les talibans ont désormais une compréhension des enjeux internationaux qui devrait permettre aux Occidentaux d'obtenir des concessions. À titre personnel, j'ai peu d'espoir de voir reculer dans le domaine des meurtres en dépit du discours de façade tenu par certains responsables exilés à Doha – car les talibans n'ont guère changé sur le plan idéologique. On peut tout au plus espérer qu'ils éviteront d'organiser des lapidations publiques dans des stades, par souci de ne pas choquer l'opinion internationale... En revanche, il est possible qu'ils trouvent un terrain d'entente en matière de lutte contre le terrorisme. Après tout, c'est pour contrer cette menace que les États-Unis sont intervenus en 2001. ■

(*) Il est l'auteur de « Warlord Survival : The delusion of State Building in Afghanistan », non traduit.

vallée avec les États-Unis, Berlin, qui a dépêché des avions, table sur 10 000 Afghans à exfiltrer. La France a annoncé l'arrivée de deux appareils militaires pour rapatrier « quelques dizaines » de Français.

Le temps est compté. Les talibans, de nouveaux maîtres du pays, pourraient augmenter la pression pour accélérer les départs. Des miliciens ont été vus, patrouillant, non loin des clôtures de l'aéroport. Selon le Pentagone, les forces américaines ont abattu lundi deux hommes armés qui y étaient entrés. Le site Middle East Eyes assure que des contacts, les premiers du genre, ont été noués entre les militaires américains et les talibans au Qatar pour éviter que de dangereuses frictions se multiplient.

L'un des tensions de l'aéroport, la capitale apparaissait relativement calme. Les talibans s'imposent, ins-

tallant des check-points aux carrefours et passant de maison en maison, notamment dans les entreprises, pour collecter les armes ou ce qu'ils considèrent comme appartenant au gouvernement. Ils ont également pris le contrôle des commissariats, rétablissant les liaisons radio. Les chefs talibans, visiblement soucieux de polir leur réputation, ont diffusé à plusieurs reprises des messages intimant aux « moudjahidins » de « respecter la vie, la propriété et l'honneur » des citoyens. Plusieurs ONG, dont le CICR ou Médecins sans frontières, ont annoncé leur intention de rester en Afghanistan alors qu'un porte-parole leur a promis sur Twitter « un environnement sécurisé ». Des scènes de pillages ont été signalées, mais les talibans affirment qu'elles étaient le fait de voleurs. Dans les rues, la cir-

culatation était anormalement fluide et les commerces souvent fermés.

Le pouvoir reste, en revanche toujours vacant, depuis la fuite précipitée, sans le moindre au revoir, du président Ghani. Si le palais présidentiel a bien été pris, le fauteuil demeure officiellement vide. La suite qu'entendront donner les talibans demeure mystérieuse, alors que le mouvement semble vouloir prendre son temps. Sur al Jazeera, un porte-parole de l'aile politique a promis qu'un nouvel exécutif serait « dévoilé rapidement ». Au contraire, un haut responsable taliban interrogé par Reuters affirme qu'aucun gouvernement ne sera formé « tant que des troupes étrangères sont encore en Afghanistan ». D'intenses négociations sont en cours, à Doha mais aussi à Kaboul, pour dessiner les contours du futur pouvoir. ■

Lundi, les Afghans envahissent par milliers l'aéroport de Kaboul pour fuir le pays, désormais aux mains des talibans. AFP

» Lire aussi PAGE 19